

STOP À LA CASSE DE L'INDUSTRIE:

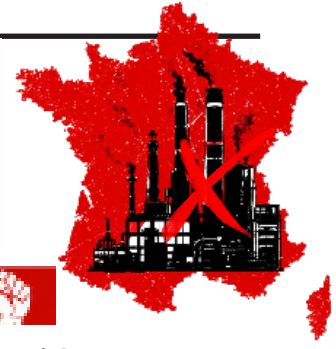
DU NORD AU SUD, DE L'EST À L'OUEST MÊME COMBAT !



DES USINES SACRIFIÉES PARTOUT EN FRANCE

- Vencorex à Pont-de-Claix
 - North-Atlantique ex-ExxonMobil à Port-Jérôme-Gravenchon
 - BASF : plusieurs sites et activités en Europe et des impacts en France
 - Arkema : réorganisations et suppressions de postes
 - TotalEnergies : réorganisations dans la pétrochimie et la chimie
 - Lubrizol, Michellin
- Et demain, qui sera le prochain ?
 Kem One ? Les sites Syensqo ? Aucun site n'est à l'abri !!!

Du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest, qu'il s'agisse de la chimie, de la pharmacie, de l'automobile, du pneumatique, du verre ou de la métallurgie, **le patronat organise la mort de nos industries.** Et force est de constater, lorsque le capital écrase l'industrie, l'État lui fournit le marteau. Chaque année, des centaines de milliards d'euros d'aides publiques sont versés aux entreprises par un État complice : crédits d'impôt, exonérations de cotisations, subventions, aides à l'énergie, aides à la transition écologique... Pour quel résultat ?



L'INDUSTRIE, C'EST NOTRE AVENIR ! REPRENONS LE CONTRÔLE !

Nous le savons : ces fermetures ne sont pas des « accidents » isolés. Elles sont le résultat logique d'une économie où la production dépend de la rentabilité du capital. Face à cela, une seule solution s'impose : les travailleurs doivent reprendre le contrôle de leurs outils de travail. Il est temps de revenir aux bases de nos idéaux. Le prétendu « dialogue social » avec nos bourreaux ne fonctionne pas. Il accompagne la casse sociale au lieu de l'empêcher.

La FNIC-CGT exige :

- L'interdiction des fermetures de sites et des plans de suppressions de postes, qu'ils soient volontaires ou non ;
- La nationalisation sans indemnisation des grands groupes qui organisent la casse industrielle ;
- La socialisation des outils de recherche et de production, avec la mise en place de conseils de travailleurs dans chaque usine ;
- Une planification industrielle démocratique répondant aux besoins sociaux et environnementaux ;
- La création de pôles publics dans les secteurs de l'alimentation, de la santé, de l'énergie et de la banque ;
- La rupture avec les logiques de concurrence qui mettent les travailleurs, les sites et les territoires en compétition.

Pour gagner cette émancipation, les travailleurs devront se battre. C'est pourquoi la fnic-cgt, avec l'interprofessionnelle des départements, organise le 25 juin un appel à la grève et au rassemblement.

Car c'est l'industrie productive qui crée les richesses permettant une réponse aux besoins de soins, de transport, de communications, d'éducation, de solidarité, et faire vivre les services publics. Tout service s'appuie, directement ou indirectement, sur une production matérielle. Une économie uniquement tournée vers les services repose sur une illusion.

Même les secteurs les plus modernes ont besoin d'usines, de réseaux, de câbles, de serveurs, d'électricité, de semi-conducteurs, de métaux et de machines-outils. Derrière chaque activité dite « immatérielle », il y a toujours une base industrielle. La réponse aux besoins ne peut que passer par une industrie productive. Sans industrie productive, il n'y a pas de réponse efficace et réelle aux besoins. Il ne reste que la dépendance, la pénurie organisée et l'impossibilité de financer les services publics et notre sécurité sociale autant de prétextes pour les démanteler et asservir davantage les travailleurs.

LE 25 JUIN, FACE À LA CASSE ORGANISÉE DE L'INDUSTRIE, LA FNIC-CGT APPELLE TOUTES LES TRAVAILLEUSES ET TOUS LES TRAVAILLEURS À LA GRÈVE ET À UNE MOBILISATION MASSIVE.

RENDEZ-VOUS :

- À LYON, DEVANT LE SITE KEM ONE (SAINT-FONS), DÈS 10H
- À DUNKERQUE (LIEU À DÉFINIR), AVEC LE COMITÉ RÉGIONAL 59-62 ET L'UD 59

ENSEMBLE, ORGANISONS LA RIPOSTE.